

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**n°CCAP/26/05 du 13.02.2026**



### **MARCHÉ COMPOSITE DE TRAVAUX**

**Dépollution des sols  
et suppression d'une cuve enterrée  
d'un ancien atelier  
sur le Port de Givet**

**Consultation n°2026/CONSU/05 du 13 février 2026**

**CCI MARNE ARDENNES**  
42 rue Grande Étape - CS 90533  
51010 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Dépollution des sols et suppression d'une cuve enterrée d'un ancien atelier sur le Port de Givet
	<b>Type de contrat</b>	Marché composite
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avce Tranche A

# SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Type .....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Intervenants.....	6
3.1 – Maître de l’Ouvrage.....	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	6
3.3 – Contrôle technique .....	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Protection des données à caractère personnel .....	7
5 - Durée et délais d'exécution .....	10
5.1 – Durée du marché .....	10
5.2 Délai d'exécution .....	10
5.2 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution .....	10
6 - Prix .....	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	11
6.2 - Modalités de variation des prix.....	11
7 - Garanties Financières .....	12
8 - Avance .....	12
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	12
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	12
9 - Modalités de règlement des comptes .....	12
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	12
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	12
9.3 - Délai global de paiement.....	14
9.4 - Paiement des cotraitants.....	14
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	14
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	14
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	14
10.2 - Implantation des ouvrages .....	14
10.3 - Préparation et coordination des travaux .....	14
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	14
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	15
10.3.3 - Registre de chantier .....	16
10.4 - Etudes d'exécution.....	16
10.5 - Installation et organisation du chantier.....	16
10.5.1 - Installation de chantier.....	16
10.5.2 - Signalisation de chantier .....	16
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	16
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	16
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	16
10.6.3 - Documents à fournir après exécution.....	16

11 - Développement durable .....	17
11.1. Engagements environnementaux.....	17
11.2. Justificatifs environnementaux .....	17
11.3. Contrôles et sanctions.....	17
12 - Réception .....	18
13 - Garantie des prestations .....	18
14 - Modification du contrat .....	18
14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire .....	18
14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché .....	18
14.3 - Changement en cours d'exécution du marché.....	18
14.4 - Cas fortuits et force majeure .....	18
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	18
16 - Pénalités.....	19
16.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des travaux.....	19
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	20
16.3- Pénalités pour non remise d'attestations .....	20
17 - Assurances.....	21
18 - Clause de réexamen .....	21
19 - Obligations et justificatifs à produire pendant l'exécution du marché .....	24
20 - Résiliation du contrat .....	25
20.1 - Conditions de résiliation .....	25
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	25
21 - Règlement des litiges et langues.....	25
22- Engagements éthiques et probité .....	25
23 - Dérogations .....	26

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Le présent marché a pour objet la réalisation de **travaux de dépollution des sols et de suppression d'une cuve enterrée sur le site de l'ancien atelier du Port de Givet.**

**Lieu d'exécution** : Atelier Port de Givet

Dans le cadre de cette consultation, la CCI Marne Ardennes, pouvoir adjudicateur, est qualifiée d'entité adjudicatrice celle-ci exerçant une activité d'opérateur de réseaux conformément à l'article L.1212-1 du Code de la commande publique.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 1.3 - Type

Il s'agit d'un marché composite comprenant **2 Tranches** :

🚧 **Tranche A** : partie ordinaire, à forfait selon la DPGF

🚧 **Tranche B** : **Accord-Cadre à bons de commande mono-attributaire** avec un **maximum de 50 000 € HT pour toute sa durée** en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique : exécutée au fur et à mesure des besoins, pour les prestations visées dans le BPU (évacuations supplémentaires, ...).  
Un BPU joint au présent marché précise les prix unitaires applicables aux prestations exécutées à la demande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les prestations de la Tranche B feront l'objet de bons de commandes conformément aux articles R.2162-1 à 6 et R.2162-13 et 14 du code de la Commande Publique.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché composite conformément à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande et seront transmis par mail.

Les bons de commande seront notifiés par la CCI Marne Ardennes.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins ; chaque bon de commande délivré par le service comportera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date et le numéro du marché,
- la date et le numéro du bon de commande,
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations,
- les délais de livraison (date de début et de fin),
- les lieux de livraison des prestations,
- le montant du bon de commande,
- la nature et la description des prestations à réaliser

Seuls les bons de commande signés par le représentant de la CCI peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Le titulaire est informé que s'il réalise une prestation sans avoir reçu préalablement un bon de commande conforme, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ l'Acte d'Engagement « AE » et ses annexes financières « DPGF » et « BPU »),
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et ses annexes,
- ✚ le Calendrier détaillé d'exécution,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- ✚ Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés « CCS-DTU » dont la liste est consultable sur les sites suivants : [www.cstb.fr](http://www.cstb.fr) et [www.afnor.org](http://www.afnor.org).
- ✚ les Bons de commande,
- ✚ le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé,
- ✚ le Mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- ✚ le Schéma d'organisation et de gestion des déchets « SOGED », détaillant la méthodologie employée par le titulaire pour l'organisation, le tri et le suivi des déchets,
- ✚ le Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage « DIUO »,
- ✚ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux

## 3 - Intervenants

### 3.1 – Maître de l'Ouvrage

**CCI Marne Ardennes**  
42 rue Grande Etape  
51010 Chalons en Champagne

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 3.3 – Contrôle technique

Le contrôleur technique est assuré par :  
**SOCOTEC** - [59 Rue Raymond Poincaré, 10000 Troyes](#)

### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### 5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est : durée du marché et des éventuelles post garanties.

### 5.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### 5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### 5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### 5.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [dpo@grandest.cci.fr](mailto:dpo@grandest.cci.fr)

#### **5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par mail : [dpo@grandest.cci.fr](mailto:dpo@grandest.cci.fr)

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données**

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 10 ans à compter de la fin d'exécution du contrat (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables.

Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat "PLACE" » est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.



### **5.2.8 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

### **5.2.9 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **5.2.11 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## **5.3 - Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 – Durée du marché

Date prévisionnelle de notification du marché : mi-avril 2026

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service (OS) de démarrage.  
Il est conclu pour une durée globale de 5 mois maximum.

Cette durée comprend :

- L'exécution de la tranche A,
- la période pendant laquelle des bons de commande peuvent être émis au titre de la tranche B.

La durée du marché prend fin à l'issue :

- soit de la réception sans réserve des prestations exécutées au titre de la tranche A et du dernier bon de commande émis au titre de la tranche B,
- soit, en cas de réception avec réserves, à la date de décision de levée de la dernière réserve.

La garantie de parfait achèvement n'est pas comprise dans la durée du marché.

### 5.2 Délai d'exécution

**Pour la tranche A :**

- **1 mois** pour la période de préparation par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux à compter de l'ordre de service de démarrage,
- **2 mois maximum** pour l'exécution des travaux à compter de la date fixée dans l'OS d'exécution des travaux. Le prestataire pourra proposer un délai inférieur qu'il indiquera dans l'acte d'engagement et qui deviendra contractuel.

**Pour la tranche B :**

- Le délai d'exécution sera fixé en concertation avec le titulaire MAIS ne pourra en aucun cas dépasser le délai global d'exécution du marché. La date de comment cours à compter de la date fixée dans le bon de commande et l'OS.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'entité adjudicatrice dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 2 jours.

### 5.2 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

L'entreprise désignée devra fournir un calendrier détaillé d'exécution des travaux, précisant la durée et les délais des différentes phases du projet. Ce calendrier devra être remis au maître d'ouvrage **dans un délai de 10 jours** suivant la notification du marché.

➤ **Contenu du calendrier :**

Le calendrier détaillé devra comporter, au minimum, les éléments suivants :

- le début et la fin prévus des travaux,
- les dates de début et de fin de chaque phase de travaux (préparation de chantier, travaux spécifiques, réception des matériaux, etc.),
- les périodes de suspension des travaux éventuelles, si des contraintes techniques ou autres nécessitent de telles interruptions,
- Toute autre information permettant de suivre l'avancement des travaux.

➤ **Modification du calendrier :**

Toute modification du calendrier initial devra être justifiée par l'entreprise et approuvée par le maître d'ouvrage. En cas de retard imputable à l'entreprise, cette dernière devra proposer un nouveau calendrier avec des mesures correctives.

➤ **Suivi de l'exécution :**

Le calendrier sera un outil de suivi des travaux. L'entreprise devra faire part au maître d'ouvrage de l'avancement des travaux à chaque étape majeure obligatoirement ou sur demande.

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire et unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

### **6.2 - Modalités de variation des prix**

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% (TP01 (d-3) / TP01 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index TP01 « index général tous travaux ».

Le titulaire s'engage à faire parvenir à la CCI, par e-mail à [c.fournier@grandest.cci.fr](mailto:c.fournier@grandest.cci.fr), son nouveau tarif avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCI, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Si l'un des indices/index servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou à disparaître pendant la période d'exécution du présent contrat, les parties conviennent de lui substituer l'indice/index préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice/index en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache. Si aucun indice/index n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice/index qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice/index n'entraîne un bouleversement de l'économie du contrat, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent contrat.

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice/index nécessitera la passation d'une modification de contrat matérialisée par un avenant.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

#### POUR LA TRANCHE A :

Conformément à l'article R2191-4 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

POUR LA TRANCHE B : sans objet.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, l'entité adjudicatrice notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Toute réception de facture non conforme entrainera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

### **FACTURATION SOUS FORME ÉLECTRONIQUE :**

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché composite (et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct) **est tenu de transmettre ses factures sous forme électronique.**

La transmission des factures s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture,
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
4. En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du marché (n° **2026/MAPO/05.00**),
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
11. Le cas échéant, les modalités de règlement,
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **130 031 081 00016**
- Numéro d'engagement juridique : **2026/MAPO/05.00**

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'entité adjudicatrice, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### 10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire conformément à l'article 2.5 et 2.6 du CCTP. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### 10.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

### 10.3 - Préparation et coordination des travaux

#### 10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée d'un mois (= 4 semaines).

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées précédemment à l'article « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution ».

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) **doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié**, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité.

Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

**Le titulaire doit établir dans le même délai un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) précisant notamment :**

- les interlocuteurs dédiés,
- les mesures d'ores et déjà mises en place par l'entreprise,
- la méthode de prévention de la production des déchets,
- la méthode de tri,
- les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets,
- la traçabilité des déchets,
- les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets, ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

### **10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé,
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats,
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur,
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **10.3.3 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **10.4 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## **10.5 - Installation et organisation du chantier**

### **10.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **10.5.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **10.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **10.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Il est exigé un format numérique pour la remise de ces documents au maître de l'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 100,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte.



## 11 - Développement durable

### 11.1. Engagements environnementaux

#### 1. Respect des réglementations environnementales

L'entreprise s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales, réglementaires et normatives en vigueur en matière de protection de l'environnement, et notamment :

- Le Code de l'environnement et ses textes d'application,
- La réglementation relative aux déchets dangereux, y compris ceux contenant de l'amiante, des hydrocarbures ou du plomb
- Les obligations relatives au transport, à la traçabilité et au traitement des déchets (bordereaux de suivi des déchets - BSD, élimination en centre agréé, tenue d'un registre des déchets, etc.),
- Les prescriptions particulières du règlement local d'assainissement ou des autorités compétentes si applicables.

#### 2. Limitation des nuisances environnementales

L'entreprise met en œuvre toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact environnemental de ses activités sur le chantier. À ce titre, elle s'engage à :

- **Réduire les émissions de poussières** et autres polluants atmosphériques, par la mise en place de dispositifs de confinement, de brumisation ou d'aspiration adaptés ;
- **Prévenir les risques de pollution des sols et des eaux**, en interdisant tout rejet direct des eaux de lavage ou des produits polluants dans le sol ou les réseaux, et en assurant leur collecte, stockage et traitement adéquat ;
- **Limiter les nuisances sonores, visuelles et olfactives**, notamment par une organisation adaptée des horaires d'intervention, l'emploi d'équipements moins bruyants et, si nécessaire, la mise en place de dispositifs d'occultation ou de réduction du bruit.

#### 3. Formation et sensibilisation du personnel

L'entreprise garantit que son personnel intervenant sur site est **formé, qualifié et habilité** aux opérations de dépollution des sols, de retrait de cuves et de gestion de déchets dangereux.

Elle organise en amont du démarrage du chantier une **sensibilisation spécifique aux enjeux environnementaux du site**, incluant les bonnes pratiques à respecter, les risques à éviter et les mesures d'urgence à appliquer en cas d'incident (pollution, fuite, etc.)

### 11.2. Justificatifs environnementaux

Le titulaire devra être en mesure de fournir, à la demande du maître d'ouvrage, tout justificatif attestant du respect des obligations environnementales, notamment :

- Les attestations de **formation et d'habilitation du personnel** affecté aux travaux de dépollution ou de retrait de cuves, notamment pour la manipulation de déchets dangereux ;
- Le **plan de prévention des risques environnementaux** ou plan de gestion environnementale du chantier (si applicable) ;
- Les **fiches de données de sécurité (FDS)** des produits utilisés ;
- Les **bordereaux de suivi des déchets (BSD)** ou équivalents, mentionnant la nature, la quantité, l'origine et la destination des déchets évacués ;
- Les **certificats ou attestations de traitement ou d'élimination** délivrés par les centres agréés ;

Ces documents devront être conservés par l'entreprise et tenus à la disposition du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché et jusqu'à la réception définitive.

### 11.3. Contrôles et sanctions

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer des **contrôles inopinés** afin de vérifier le respect des engagements environnementaux du titulaire.

En cas de non-conformité constatée, il pourra :

- Mettre en demeure l'entreprise de se conformer aux obligations dans un délai défini ;
- Appliquer des **pénalités financières** prévues au CCAP ;
- En cas de manquements répétés ou graves, engager une **procédure de résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire**.

## 12 - Réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise l'entité adjudicatrice et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

## 13 - Garantie des prestations

Conformément à l'article 44.1 du CCAG travaux premier paragraphe, les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 12 mois dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG travaux.

## 14 - Modification du contrat

### 14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

### 14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

### 14.3 - Changement en cours d'exécution du marché

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

### 14.4 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

## 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 16 - Pénalités

### 16.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

Le présent article déroge à l'article 19 du CCAG Travaux.

Les pénalités sont appliquées selon l'un des 2 modes suivants :

- Soit après une mise en demeure adressée au titulaire de présenter des observations, selon les modalités prévues par l'article 19.2.4 du CCAG,
- Soit sans invitation adressée au titulaire, après constat du maître d'œuvre, matérialisé par un courrier.

Les pénalités sont imputées par le maître d'ouvrage sur le montant de la demande de paiement du titulaire suivant la constatation du manquement. Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permet pas de compenser le montant des pénalités, le montant résiduel est, au choix du maître d'ouvrage, par dérogation au principe d'unicité et d'indivisibilité du décompte :

- Soit reporté par déduction sur les demandes de paiement suivantes ;
- Soit remboursé sur ordre de recette émis par la CCI et valant titre exécutoire.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 15% du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux.

Pénalités	Occurrence	Mise en demeure	Valeurs	Précisions
Non-respect des délais (préparation /travaux)	Journalière	Non	200,00€	Par jour calendaire, hors cas de forces majeures
Absence aux rendez-vous de chantier ou réunions spécifiques fixés par le Maître d'ouvrage	Forfaitaire	Non	100,00 €	Les convocations des entrepreneurs seront formulées dans les différents comptes rendus ou dans une correspondance spécifique. En cas d'absence non excusée d'un entrepreneur ou de son représentant (personnel de l'entreprise disposant d'un pouvoir de décision) dûment convoqué une retenue forfaitaire sera opérée sur le dernier décompte mensuel. Cette retenue sera appliquée sans mise en demeure préalable.
Non-respect de la propreté du chantier	Forfaitaire	Non	200,00 €	Par infraction constatée. Il est précisé qu'en plus des pénalités sanctionnant l'infraction, des frais de nettoyage, de remise en état des lieux seront appliqués soit à l'entreprise responsable lorsqu'elle est identifiée soit à défaut au compte prorata.
Retard dans le nettoyage en fin de chantier	Journalière	Oui	250,00 €	Au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'œuvre, par jour calendaire
Non remise des documents cités à l'art 10.6.3 et 10.3.1	Journalière	Non	100,00€	Par jour calendaire

Pénalités	Occurrence	Mise en demeure	Valeurs	Précisions
Sécurité et protection de la santé plan de prévention	Journalière	Oui	250,00 €	En cas de non-respect des exigences en termes de sécurité et d'hygiène, l'entreprise concernée encourt une pénalité par jour calendaire.
Pour non-respect des obligations environnementales art 11	Forfaitaire	Oui	250,00€	Par infraction constatée
Sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement.	Par sous-traitant	Non	1 500 € HT	

## 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'entité adjudicatrice applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 16.3- Pénalités pour non remise d'attestations

Pour la non remise des différentes attestations (assurance, pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail), le Titulaire disposera d'un délai de **15 jours à compter de la réception de la demande de l'Acheteur** pour transmettre lesdits documents.

À défaut de transmission dans ce délai, l'Acheteur se réserve la faculté d'appliquer les pénalités forfaitaires suivantes :

- 20 € par jour calendaire de retard pendant les 7 premiers jours,
- 40 € par jour calendaire de retard du 8<sup>ème</sup> jour au 14<sup>ème</sup> jour,
- 80 € par jour calendaire de retard du 15<sup>ème</sup> jour au 21<sup>ème</sup> jour.

En l'absence de décision expresse notifiée en ce sens, ces pénalités ne pourront être appliquées.

Faute de produire les documents précités, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Si le titulaire opte pour le dépôt des différentes attestations sur un espace sécurisé de dépôt, de suivi et de centralisation des attestations réglementaires tel qu'Aproval 360, le pouvoir adjudicateur a la faculté de consulter à tout moment, pendant l'exécution du marché, la complétude et la conformité du dossier du titulaire. Si, à l'occasion d'une consultation, le pouvoir adjudicateur constate une non-conformité ou une incomplétude sur son dossier, la disposition citées ci-avant s'applique dans les mêmes conditions.

## 17 - Assurances

Le candidat (y compris les cotraitants en cas de groupement) devra joindre à son offre les attestations d'assurance suivantes en cours de validité :

- Une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels causés à des tiers du fait de l'exécution du marché, conformément aux articles 1240 à 1242 du Code civil.

Les attestations produites devront préciser la nature des garanties souscrites, les montants de garantie, leur durée ainsi que la période de validité.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 18 - Clause de réexamen

Conformément aux articles **L.2194-1 1°** et **R.2194-1** du Code de la commande publique, une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent marché peut être engagée par l'une ou l'autre des parties pendant toute la durée du marché.

### 1. Cas déclencheurs du réexamen

La procédure de réexamen peut être initiée notamment dans les cas suivants, sans que cette liste soit limitative :

- **Circonstances imprévues modifiant significativement les conditions d'exécution**, telles que :
  - crise sanitaire impactant les modalités d'enquête (ex. confinement, restrictions d'accès aux répondants),
  - grèves affectant la disponibilité des ressources humaine,
  - difficultés d'approvisionnement en matériel ou logiciels,
  - événements extérieurs perturbant durablement l'organisation du service (ex. catastrophe naturelle, cyberattaque).
- **Évolution réglementaire ou législative** imposant des modifications des modalités d'exécution ou des charges nouvelles non prévisibles au moment de la signature.
- **Modification, indisponibilité ou disparition de l'indice** utilisé pour la révision des prix, ou difficulté objective d'application de la formule de révision, nécessitant la définition d'un indice de substitution ou l'adaptation des modalités de révision.

Lorsqu'elle intervient après la signature, qu'elle est demandée par le maître d'ouvrage ou résulte d'éléments nouveaux non connus à la signature, et qu'elle entraîne un impact sur le contenu des études, les livrables, le planning, ou les moyens nécessaires.

Toute adaptation demeure proportionnée et ne doit pas dénaturer le marché.

- **Ajout de prestations nécessaires non prévues au marché**

Lorsque des prestations **supplémentaires ou modificatives** deviennent nécessaires à la bonne exécution du marché et **n'étaient pas prévues initialement**, notamment :

- lorsqu'elles sont **techniquement ou économiquement indissociables** des prestations du marché en cours,
- ou qu'il serait manifestement contraire à l'intérêt général d'en confier l'exécution à un autre opérateur.

Ces modifications seront mises en œuvre dans les conditions prévues à l'**article 14 du CCAG-Travaux** et feront l'objet d'un **avenant** précisant les conditions techniques et financières nouvelles

- **Force majeure** affectant l'exécution normale des prestations.

## 2. Modalités de la demande et justification

- La demande de réexamen doit être adressée par écrit, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.
- Elle doit être accompagnée d'un dossier motivé comprenant notamment :
  - une description précise de l'événement ou de la circonstance justifiant le réexamen,
  - les impacts techniques, organisationnels, financiers et calendaires constatés ou anticipés,
  - les justificatifs pertinents (rapports, documents officiels, preuves des coûts supplémentaires, etc.),
  - une proposition d'adaptation des prestations, des délais ou des conditions financières,
  - le destinataire dispose d'un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer sur la demande.

A défaut de réponse dans ce délai, la demande est réputée rejetée, sans préjudice des voies de recours.

## 3. Effets calendaires

- La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations, qui doivent se poursuivre dans les conditions initiales.
- La date d'entrée en vigueur des modifications acceptées sera fixée par avenant, en tenant compte des délais nécessaires à leur mise en œuvre.
- Les délais contractuels pourront être adaptés en conséquence, notamment en cas de prolongation justifiée par les circonstances.

## 4. Conséquences en cas de désaccord

- En cas de désaccord sur la demande de réexamen ou sur ses modalités (nature, étendue, conséquences financières ou calendaires), les parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai raisonnable.
- À défaut d'accord, la position du pouvoir adjudicateur prévaut, sans préjudice des recours contentieux ou des dispositions spécifiques du CCAP.
- Le titulaire ne pourra en aucun cas suspendre ou refuser l'exécution des prestations en invoquant la présente clause.

## 5. Formalisation des modifications

- Toute modification acceptée à l'issue de la procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché, précisant les nouvelles conditions d'exécution, les éventuelles adaptations financières et calendaires.
- Les surcoûts pris en charge excluent les variations déjà couvertes par les clauses de révision des prix fondées sur des indices.
- Le calcul des adaptations financières résultant de la mise en œuvre de la présente clause s'appuiera prioritairement :

Le nouveau prix sera déterminé à partir de justifications techniques et économiques objectives, telles que :  
Les prix unitaires du bordereau de prix (BPU), par analogie ou ajustement ;

- ✓ Des devis détaillés, récents et comparables, fournis par le titulaire ou des tiers
- ✓ Des référentiels publics (ex. bases de données INSEE, TP, BT, barèmes professionnels) ou catalogues fournisseurs,
- ✓ Des fiches de calcul de prix de revient (main-d'œuvre, matériaux, transport, traitement de déchets, etc.),
- ✓ L'application, à titre indicatif, de la formule de révision des prix prévue dans le marché,
- ✓ Tout autre élément de preuve permettant de justifier objectivement la variation.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier la pertinence des justifications, de demander des compléments ou des contre-devis, et de négocier les ajustements avant validation.

## **6. Dispositions relatives aux groupements**

En cas de défaillance, de retrait ou de résiliation partielle d'un membre du groupement de commandes, le pouvoir adjudicateur pourra engager une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent marché afin d'assurer la continuité et la bonne exécution des prestations, en tenant compte de la forme juridique du groupement.

### **6.1. Groupement solidaire**

- Chaque membre du groupement solidaire est engagé pour la totalité du marché et doit pallier la défaillance d'un autre membre.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres sont tenus de prendre en charge la part des prestations non exécutées par le membre défaillant, sans modification substantielle des conditions initiales du marché.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer les modalités d'exécution, les délais et les conditions financières pour tenir compte de cette répartition accrue des prestations.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- La défaillance d'un membre ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les autres membres.

### **6.2. Groupement conjoint**

- Dans un groupement conjoint, chaque membre est responsable uniquement de sa part des prestations.
- En cas de défaillance d'un membre, la part non exécutée pourra être résiliée ou faire l'objet d'une substitution, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer la répartition des prestations entre les membres restants, les délais et les conditions financières, notamment en cas de substitution d'un nouveau membre.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- En cas d'absence de substitution ou de solution amiable, le pouvoir adjudicateur pourra décider de résilier la part non exécutée, sans que cela n'affecte les prestations des autres membres.

### **6.3. Groupement conjoint solidaire**

- Le mandataire conjoint solidaire est solidairement responsable des obligations du groupement, notamment en matière d'exécution et de coordination.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres doivent, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, se substituer au défaillant pour assurer la continuité des prestations.
- Cette substitution fera l'objet d'un avenant précisant la nouvelle composition du groupement, la répartition des prestations, ainsi que les adaptations financières et calendaires éventuelles.
- En dernier recours, si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation partielle ou totale du marché.

### **6.4. Dispositions communes**

- Le membre défaillant doit notifier sa situation au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et collaborer à la mise en œuvre des mesures correctrices.
- La mise en œuvre de cette clause ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les membres non défaillants du groupement.
- À défaut de désignation d'un remplaçant parmi les membres du groupement dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut accepter la substitution par un tiers non-membre du groupement, sous réserve que ce tiers :
  - remplisse les critères de sélection qualitative et technique initialement exigés lors de la passation du marché,
  - soit accepté expressément par le pouvoir adjudicateur après vérification de sa capacité à assurer les prestations dans les conditions contractuelles,
  - que cette substitution ne constitue pas une modification substantielle du marché nécessitant une nouvelle procédure de mise en concurrence.

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en cas de désaccord sur les modalités d'adaptation.

Toute modification résultant de cette procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché.

## 19 - Obligations et justificatifs à produire pendant l'exécution du marché

### 19.1 – Obligation de vigilance

Conformément aux dispositions des articles **L.8222-1 à L.8222-2** et **D.8222-5 à D.8222-7** du Code du travail, le titulaire s'engage à respecter, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'ensemble de ses obligations en matière **sociale, fiscale** et de **lutte contre le travail dissimulé**.

À ce titre, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, **tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents et attestations requis justifiant de la régularité de sa situation :

Document	Périodicité
Attestation de régularité sociale	Tous les 6 mois
Attestation de régularité fiscale	Tous les 6 mois
Liste nominative des salariés étrangers	Mise à jour tous les 6 mois <b>ou</b> , s'il n'emploie pas de tels salariés, une <b>attestation sur l'honneur</b> correspondante

### 19.2 – Assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire, y compris le mandataire et les cotraitants, doit justifier, pendant toute la durée du marché, qu'il est titulaire des contrats d'assurance couvrant les responsabilités encourues au titre du marché, au moyen d'une attestation d'assurance en cours de validité, précisant l'étendue des garanties souscrites.

### 19.3 Modalités de transmission des documents

Les documents mentionnés au présent article peuvent être transmis :

- soit directement au pouvoir adjudicateur, par tout moyen approprié ;
- soit, à titre **facultatif**, par dépôt sur une plateforme de dématérialisation dédiée au suivi des attestations réglementaires, telle que la plateforme **Aprovall 360**, **mise à disposition gratuitement** par la CCI, accessible à l'adresse suivante : <https://portal.aprovall.com/app>.

Dans le cadre de la collecte et du suivi des documents réglementaires exigés au titre du présent marché, notamment ceux prévus aux articles **D.8222-5 à D.8222-7** et **D.8254-2** du Code du travail ainsi qu'aux articles 1 et 2 de l'**arrêté du 22 mars 2019** fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, le titulaire peut, s'il le souhaite, déposer les documents requis sur la plateforme Aprovall 360.

Lorsque le titulaire recourt à cette plateforme, il en informe le pouvoir adjudicateur et précise la disponibilité des documents sur l'espace dédié.

Aprovall 360 est une plateforme sécurisée permettant le dépôt, la centralisation, le suivi et la mise à jour des attestations réglementaires, pièces administratives et assurances exigées dans le cadre des marchés publics. Elle permet notamment :

- la centralisation des documents dans un espace unique,
- le suivi des échéances et la mise à jour des pièces,
- la mise à disposition des documents aux acheteurs pour vérification de la conformité administrative et sociale des titulaires et, le cas échéant, des sous-traitants.

Le recours à une plateforme tierce ne constitue **en aucun cas une obligation** pour le titulaire et ne saurait **conditionner la validité de la transmission** des documents exigés au titre du marché.

Les informations relatives à la politique de confidentialité et à la protection des données personnelles d'Aprovall sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.aprovall.com/fr/aprovall-documentation/>.

En cours d'exécution du marché et à défaut de communication des éléments précités, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 15 du présent CCAP.



## 20 - Résiliation du contrat

### 20.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53 du CCAG-Travaux.

### 20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'entité adjudicatrice par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 21 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 22- Engagements éthiques et probité

**Les dispositions du présent article tiennent lieu de charte éthique applicable au marché, sans qu'il soit nécessaire de se référer à un document annexe.**

### **ENGAGEMENTS ETHIQUES ET DE PROBITE**

**Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique définis à l'article L3 du Code de la commande publique, à savoir :**

- la **liberté d'accès** à la commande publique,
- l'**égalité de traitement** des candidats,
- la **transparence des procédures**.

Le titulaire s'engage à faire preuve de **loyauté, d'intégrité et de neutralité** dans toutes ses relations avec le pouvoir adjudicateur et ses représentants.

À ce titre, le titulaire s'interdit notamment :

- toute **entente, concertation ou pratique collusive** avec d'autres opérateurs économiques, au sens de l'article **L.2141-9 du Code de la commande publique**,
- toute **tentative de fraude, de corruption ou de trafic d'influence**,
- tout **comportement de nature à fausser la concurrence** ou à compromettre l'impartialité du processus d'exécution du marché ;
- toute **communication ou divulgation non autorisée d'informations confidentielles** relatives à la consultation ou à son exécution.

En signant l'acte d'engagement, le titulaire s'engage à en respecter les dispositions pendant toute la durée d'exécution du marché.

## **OBLIGATION DE SIGNALEMENT**

Conformément à son devoir de probité, le titulaire s'engage à signaler sans délai au pouvoir adjudicateur tout fait ou comportement dont il aurait connaissance et qui serait :

- susceptible de constituer une **entente, un conflit d'intérêts, une tentative de corruption ou une pratique anticoncurrentielle**,
- ou de nature à compromettre la **transparence ou la loyauté** dans l'exécution du présent marché.

Aucun signalement ne pourra donner lieu à une sanction contractuelle dès lors qu'il est effectué de bonne foi.

## **SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT A LA PROBITE**

Tout manquement du titulaire aux engagements de probité et d'intégrité prévus au présent CCAP pourra entraîner, après mise en demeure restée sans effet :

- la **résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire**, conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique,
- le **signalement des faits aux autorités compétentes** (Procureur de la République, DGCCRF, ou tout autre service d'enquête),
- l'**exclusion du titulaire de toute nouvelle consultation** conformément à l'article L2141-9 du Code de la commande publique.

Ces mesures peuvent être engagées sans préjudice des sanctions pénales, civiles ou administratives prévues par la réglementation en vigueur.

## **CLAUSE DE COOPERATION AVEC LES AUTORITES**

En cas de suspicion ou de constat d'infraction, le titulaire s'engage à **coopérer pleinement avec l'acheteur public** et, le cas échéant, avec les autorités administratives ou judiciaires saisies.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à garantir la **confidentialité des informations** communiquées dans ce cadre.

## **23 - Dérogations**

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 9.1 du CCAP déroge al.4 de l'article 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG – Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG - Travaux